

Familles : une politique méthodique de déconstruction

Article rédigé par *Michel Bacot*, le 14 octobre 2014

Depuis deux ans, les familles sont systématiquement ciblées par les mesures d'économie décidées par le gouvernement socialiste. Sous couvert d'égalité, ce sont toujours les ménages avec enfants, riches ou pauvres, qui sont pénalisés. Les socialistes ont inventé l'impôt sur l'enfant.

La politique familiale a ainsi subi plusieurs entorses graves, au point de devenir anti-sociale elle-même :

- Les deux abaissements successifs de plafond du quotient familial, touchant probablement près de la moitié des familles imposables.
- La hausse de la décote fiscale pour les ménages, mais sans tenir compte du nombre d'enfants à charge.
- La réduction de la durée du congé parental s'il n'est pris que par un des parents (soit sans doute dans 90% des cas).
- Le recul à 16 ans de l'âge de majoration des allocations familiales.

La dernière provocation est venue des parlementaires du groupe socialiste : la modulation des allocations familiales en fonction des ressources des familles et la suppression du quotient conjugal (rapport du Centre d'Analyse économique rattaché au Premier ministre).

L'accumulation de ces mesures, s'ajoutant aux réformes « sociétales » dénaturant la signification du mariage, trahit l'idéologie sous-jacente visant à la déconstruction de la famille.

Des justifications fallacieuses

Le gouvernement justifie ces mesures par l'objectif de réduire de 700 millions le déficit de la branche famille, mais se garde bien de dire que ce déficit est uniquement dû à une ponction induite de 4,4 milliards au profit des caisses d'assurance-vieillesse.

Alors que les déficits publics s'élèvent à 90 milliards d'euros, une économie de 700 millions sur la branche famille ne constitue jamais qu'une goutte d'eau dans l'océan des déficits ; rappelons à titre d'exemple que le déficit du seul régime de retraite de la SNCF s'élève à 3 milliards, celui des fonctionnaires à 35 milliards, le coût de l'Assemblée nationale et du Sénat avoisinant quant à lui le milliard d'euros, sans parler du coût d'organismes à l'utilité douteuse comme le CESE et le CSA coûtant chacun une quarantaine de millions.

Mentionnons également les subventions accordées à la presse, par exemple *L'Humanité* qui touche 7 millions d'euros par an pour un tirage de 45.000 exemplaires.

En pressurant ainsi les familles, le gouvernement risque de faire chuter la natalité et met en danger la pérennité des régimes de retraite par répartition sur le long terme, alors qu'il évite soigneusement de chercher

à réduire les dépenses bénéficiant à sa clientèle électorale et à la nomenklatura politico-syndicalo-médiatique.

Des impacts sévères sur le pouvoir d'achat des familles

Les effets cumulés de ce matraquage sont sismiques, notamment pour la classe moyenne supérieure (cadres supérieurs, professions libérales).

Ainsi, un ménage disposant d'un revenu mensuel de 8.000 euros avant impôt avec 3 enfants dont un de 14 ans et un de 18 mois, qui a déjà vu son pouvoir d'achat amputé de 3,5% par le plafonnement du quotient familial, perdra encore 5,5% en 2015 du fait de la perte de complément de libre choix et la réduction des majorations d'allocations, puis encore 3,7% en 2016 si les allocations familiales étaient placées sous conditions de ressources, soit au total 12,8%, et potentiellement encore plus en cas de remise en cause du quotient conjugal.

Certes, on peut objecter que le ménage ci-dessus est situé dans les tranches supérieures de revenu, il n'en demeure pas moins que l'injustice est flagrante si l'on considère qu'un ménage sans enfant disposant du même revenu n'est quasiment pas mis à contribution par les remaniements successifs du barème de l'impôt sur le revenu (à part le gel temporaire des tranches qui s'applique à tous les contribuables).

Des réductions d'impôt sur les revenus des ménages modestes discriminatoires pour les familles

Si l'on se penche sur le cas des ménages plus modestes, la réforme de la décote fiscale fait échapper à l'impôt un couple sans enfants disposant d'un revenu imposable de 26.000 euros, tandis qu'un couple avec deux enfants disposant du même niveau de vie (revenu par unité de consommation) sera imposé à hauteur de 910 euros !

Là aussi, la discrimination est flagrante : les nouvelles réductions d'impôt sont concentrées sur les ménages sans enfants !

Réforme du congé parental, individualisation de l'impôt : une inspiration fortement idéologique

La réforme du congé parental est officiellement justifiée au motif de l'égalité homme/femme.

En réalité, elle aboutit de fait à la réduction de la durée du congé parental pour la majorité des familles, dont les parents ne peuvent pas se permettre d'interrompre tour à tour leur activité professionnelle, les obligeant à recourir à un autre mode de garde, par exemple en crèche collective.

Or le coût annuel d'une place en crèche collective s'élève à environ 11.000 euros, soit largement plus que le montant de l'allocation de libre choix, qui s'élève à 4.700 euros par an.

On est donc en droit de suspecter derrière cette mesure une volonté cachée de collectivisation des enfants dès le plus jeune âge, étant donné que la réduction du congé parental aboutit *in fine* à l'augmentation des dépenses publiques.

Il en va de même pour ce qui concerne les projets d'individualisation de l'impôt par le biais de la suppression du quotient conjugal, qui vont évidemment dans le sens de la déconstruction des solidarités familiales.

Agir pour freiner la folie déconstructiviste

Il est important que chacun soit pleinement mobilisé face à ces menaces pesant sur la famille et sur les fondements mêmes de notre civilisation, pour mettre rapidement un frein à la folie déconstructive de l'État et forcer l'opposition à revenir sur les mesures néfastes lorsqu'elle sera revenue au pouvoir :

- Ecrivez à et/ou interpellez vos élus
- Portez dans les médias la voix du bien commun, qui repose sur des familles fortes.
- Participez massivement aux mobilisations portant la voix de la France profonde face à l'autisme de la classe dirigeante.

M. B.

Sur ce sujet :

[Familles : le gouvernement socialiste prêt à sacrifier l'avenir pour boucler le budget](#)
